

Nicolas Béniès

**Petit manuel
de la crise financière
et des autres...**

Collection «Arguments et Mouvements»

Supprimer les licenciements

Laurent Garrouste, Michel Husson, Claude Jacquin, Henri Wilno

Vive la discrimination positive

Plaidoyer pour une République des égaux

Patrick Le Tréhondat & Patrick Silberstein

Le Front national au travail

Informations syndicales antifascistes

L'ouragan Katrina. Le désastre annoncé

Patrick Le Tréhondat & Patrick Silberstein

Médias en campagne

Henri Maler & Antoine Schwartz pour Acrimed

Contre les violences faites aux femmes: une loi-cadre

Collectif national pour le droit des femmes

Quelle Europe fiscale ?

Syndicat national unifié des impôts

Les créationnismes

Cyril Baudouin & Olivier Brosseau

Médias et mobilisations sociales

Henri Maler & Mathias Reymond pour Acrimed

EPR: l'impasse nucléaire

Frédéric Marillier

Guerre aux migrants

Emmanuel Blanchard & Anne-Sophie Wender

Je dédie ce manuel aux participant-e-s de l'Université populaire de Caen en particulier comme à ceux et celles qui œuvrent dans le sens de l'éducation populaire.

Merci à Didier Epszajn et à Patrick Silberstein pour leurs relectures.

Le dessin de couverture est de Mathieu Colloghan que l'auteur et les éditeurs remercient avec chaleur.

Table des matières

7. *Ouverture générale*

9. *Prélude*

11. Faillite!

33. *Premier mouvement*

35. Le scénario d'une crise annoncée

Crise financière deviendra crise économique

Comment cette internationalisation des marchés financiers s'est-elle construite?

Déréglementation et nouveau régime d'accumulation

Les expériences précédentes sont oubliées... pour insister sur les causes spécifiques de cette dernière crise

Les banques centrales oublient les préceptes du libéralisme...

59. *Deuxième mouvement*

61. *Ouverture. Une crise? Des crises!*

Trois caractéristiques de cette crise se révèlent

69. Le processus de mondialisation dans le contexte d'une nouvelle période économique à tendance récessionniste

L'incertitude généralisée

Tendance à la récession et au chômage de masse

Histoires de politiques économiques (en France)

Politiques d'entreprise

Politique de l'immigration

Une nouvelle architecture du monde

Les cinq composantes évolutives du processus

Le triomphe de l'idéologie libérale

L'ouverture des frontières, une réalité?

L'internationalisation des marchés financiers

Stratégie internationale des firmes

Place des États-nations

Refuser le libéralisme pour comprendre le monde et pouvoir le changer

Bourdieu, le début d'une analyse

Chez Marx, une définition comme point de départ

Détour par l'histoire

Le libéralisme comme idéologie de légitimation de la casse de la forme sociale de l'État

En forme de résumé, les caractéristiques du régime
d'accumulation et de l'ordre productif
La norme de production
La norme de consommation
La forme de l'État
*La nouveauté: l'internationalisation des marchés
financiers*

159. Troisième mouvement

- 161. Perspectives, réponses possibles, propositions
 - Naissance d'un nouveau régime d'accumulation?
 - Une nouvelle crise de 1929?
 - Quelles solutions?
 - Quelles propositions de régulation?
 - Et l'Europe?

187. Lexique

Table des encarts et des fiches

- 24. Définition du concept de crise
- 25. D'où vient l'argent? Qui va payer?
- 27. Chronologie de la crise
- 31. Relance, vous avez dit relance?
- 48. Les banques dans la tourmente
- 50. L'innovation financière pour déplacer le risque
- 52. Intervention des banques centrales
- 53. Pourquoi les prix du brut ont-ils flambé? Pourquoi la baisse
brutale?
- 56. Les hedge funds
- 151. Petite chronologie des crises

Ouverture générale

Ce *Petit manuel de la crise* voudrait donner quelques éléments de compréhension de la crise systémique et par-là même des règles de fonctionnement du système capitaliste. Les crises révèlent ses mécanismes trop souvent occultés, qu'il faut savoir décrypter par la référence à une méthode d'analyse, une économie politique critique. Contrairement à l'idéologie véhiculée par le libéralisme, ce ne sont pas les marchés qu'il faut considérer en premier lieu mais les formes de l'accumulation du capital, la manière dont s'effectue la création de richesses.

Nous avons voulu jeter les bases, de manière encore incomplète appelant d'autres réflexions d'autres théorisations, d'une lecture de l'architecture du monde se construisant après la chute du Mur de Berlin, de ce monde du 21^e siècle qui semble échapper à tout contrôle. Pour lire ce monde, pour retrouver le chemin d'une analyse globale permettant de relier entre eux toutes les informations que les médias déversent en les hachant sans se poser la question des liens de causalité pouvant exister entre ces différents éléments. Nous vivons dans un monde où nous avons accès à une multitude d'informations. C'est une bonne chose. Mais nous manquons de conceptualisation pour les intégrer dans un ensemble.

Ce livre se voudrait aussi, de ce fait, partie prenante du mouvement d'éducation populaire. Et un vecteur, parmi d'autres, de l'action nécessaire pour défendre et élargir les droits collectifs et individuels et les acquis sociaux pour permettre à chacune et chacun d'avoir le temps de la réflexion et pour prendre en mains sa propre vie. Libérer l'individu, l'émanciper doit revenir au premier plan des revendications et des préoccupations.

Nous proposons trois mouvements – mais pas deux temps –, précédé comme il se doit d'un prélude, pour commencer à tenter de comprendre le monde.

Prélude

Faillite !

Faillite, le mot est sur toutes les lèvres. Risque de faillite généralisée des banques, des sociétés d'assurance, de réassurance et de l'ensemble du système financier construit depuis la déréglementation des années 1980, soit une situation sans commune mesure avec toutes les crises du passé, y compris celle de 1929.

La dimension de la crise que nous traversons fait passer la quasi-faillite du Mexique en août 1982 – qui ouvrait une période de « crise de la dette » pour ces pays dits émergents – pour une péripétie, une « crisette ».

Faillite ! Le terme pourrait être utilisé aussi pour l'Islande ou pour d'autres pays qui ont appelé à la rescousse le Fonds monétaire international (FMI) pour éviter le surendettement. En fait, il ne s'agit pas de « sauver » l'État islandais – qui pourrait purement et simplement ne pas rembourser ses dettes en se justifiant par le paiement important des intérêts – mais de sauver le système financier. Le terme de « faillite » des États – utilisé en France par le Premier ministre – dissimule la réalité des politiques menées, et surtout diffuse l'idée que l'État est un agent économique comme un autre qui doit équilibrer ses dépenses et ses recettes. C'est le dogme libéral le plus éculé : l'équilibre des finances publiques ! Les économistes, depuis Keynes au moins, ont fait l'analyse que le déficit budgétaire pouvait alimenter le marché final et ainsi lutter contre la surproduction et relancer l'économie, au prix de l'inflation dévalorisant les rentes, une bonne nouvelle pour l'économie suivant Keynes. Ces leçons ont été oubliées. Karl Polanyi ferait une triste figure aujourd'hui, lui qui prétendait dans l'introduction à *La grande transformation*¹ – écrit en 1945 – que le grand mérite de son époque était d'avoir rompu avec le libéralisme économique, responsable de la profondeur de la crise de 1929. En 2008, cette cause de la crise se retrouve. C'est

1. Karl Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

bien les politiques d'inspiration libérale menées depuis les années 1980 qui expliquent la structure de cette crise.

Un nombre croissant de pays fera connaissance avec cette crise de la dette nouvelle manière, résultant d'une croissance financée par le crédit. Le FMI devrait donc connaître des limites à son intervention. Il y faudra une augmentation des quotes-parts des pays membres, en particulier des États-Unis, dans le but d'aider les banques à éviter la faillite et au système financier tout entier de s'écrouler. Il est fortement question de donner à cette institution internationale une nouvelle mission : surveiller le système financier international.

L'«aide» apportée aux établissements financiers suit deux canaux, international avec le FMI, national avec les interventions des États chacun dans leur territoire, sans compter les banques centrales.

S'il fallait employer le terme de faillite, ce serait plutôt pour qualifier le système. La crise est systémique, prenant plusieurs formes – financières, économique, sociale, idéologique – et se déployant sur plusieurs terrains, dont celui de l'environnement, des matières premières provoquant des crises de la faim et de l'endettement. Face à ces crises, il est nécessaire de dégager des alternatives en terme d'enjeux de société. Quelle société voulons-nous ? Reposant sur quelles valeurs ? Avec quelles priorités ?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord analyser et comprendre. Les crises sont les révélateurs des modalités de fonctionnement du système. Elles jouent le rôle du cadavre dans les polars. Qui ? Pourquoi ? Comment ? Voilà les questions clés. Les polars réussis permettent de resituer l'enquête – la quête – dans un environnement social spécifique et mettent ainsi à nu les ressorts cachés des sociétés. Ne pas se fier aux apparences, ou plutôt interpréter les apparences, telle est la leçon que nous donnent les grands auteurs du genre comme Dashiell Hammett ou Raymond Chandler.

Interpréter les apparences suppose d'intégrer toutes les dimensions de la crise, des crises. Sans accepter pour argent comptant – l'expression prend ici tout son sens – toutes les déclarations des experts autoproclamés qui, le plus souvent, sont en retard d'une crise. Le florilège des déclarations qu'il faudrait reprendre et s'étale dans tous les journaux et autres

médias est révélateur d'une incompréhension totale de ses mécanismes, faute de la remettre dans son contexte. Ces experts, forcément libéraux, suivis par les gouvernements du monde entier n'ont su que nier la crise, voulant, pour reprendre un mot de Bertolt Brecht, dissoudre la réalité dans l'idéologie. Une réalité déjà difficilement appréhendable, car dissoute dans le fonctionnement du système lui-même. Le «fétichisme» de la marchandise, pour reprendre un des concepts les moins bien compris de Marx, se traduit par un évanouissement des rapports sociaux.

Mais la réalité résiste... Et, au bout d'un certain temps – comme disait Fernand Raynaud pour le fût du canon² – il faut bien reconnaître et son existence et sa profondeur. Il aura fallu attendre septembre 2008, soit plus d'un an après son déclenchement, début août 2007. Le «krach» – le mot a disparu du vocabulaire de nos dirigeants, comme celui de «récession» – des Bourses du monde entier a été l'élément accélérateur de cette prise de conscience par les élites dirigeantes d'une rupture capitale.

La négation de la crise est en relation directe avec le poids de l'idéologie libérale. Henry Paulson (secrétaire d'État au Trésor étasunien) comme Ben Bernanke (président de la «Fed», la Banque de réserve fédérale américaine) l'ont reconnu. Le libéralisme économique les a empêchés de voir la crise. Ils n'ont pas été seuls sur ce bateau. Les gouvernants et les médias ont suivi. Paradoxalement, dans la presse économique française – *La Tribune*, *Les Échos* – la crise financière était bien présente, mais dans les pages «financières», et ne faisait pas, sauf à des moments de paroxysme, la une. *Le Monde* et *Libération* faisaient comme si la crise n'existait pas³, de même que les radios, les télévisions, mais c'est

2. Fernand Raynaud était l'auteur d'un sketch se passant à l'armée, lors de l'incorporation. L'adjudant, lisant le manuel pose la question «Combien de temps le fût du canon met-il à se refroidir?» et la réponse finale du manuel «Un certain temps»!

3. Depuis, ils se sont rattrapés. Dans *Libération*, sous la plume de Laurent Joffrin, croit distinguer dans les mesures prises par le gouvernement un retour de Keynes alors que celui-ci, sous le nom de «plan de relance», ne fait que prévoir une aide aux banques et aux établissements financiers en difficulté. Il oublie que Keynes voulait l'euthanasie des rentiers... et non pas leur survie...

moins étonnant. Ce qui l'est plus, c'est de voir que la plupart des économistes ont emboîté ce pas.

Dans les deux « Repères » que les éditions La Découverte publient en début d'année scolaire (septembre 2008), *L'économie mondiale 2009* du Centre d'études prospectives et d'informations internationales et *L'économie française 2009* de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), des économistes pourtant réputés sous-estiment la crise en prévoyant des taux de croissance certes en baisse mais encore importants, ne voulant pas voir le risque de récession qui se profilait. Une sorte de confiance dans le pouvoir, dans les gouvernements plus que dans les marchés en l'occurrence... C'est l'OFCE qui a été le plus loin, prévoyant même des taux supérieurs de croissance à ceux du gouvernement pour des raisons tenant à une fausse perspective qui réduisait la crise financière à la sphère financière, crise qui serait du fait de cette « autonomie » sans impact sur l'économie réelle, sur la création de richesses. Fin octobre 2008, l'équipe réunie autour de Jean-Paul Fitoussi avoue qu'elle ne comprend pas encore les données de la situation⁴. Elle n'a pas intégré les liens spécifiques, résultat des politiques de déréglementation des États, entre sphère financière et économie réelle. Il faut parler d'autonomie relative. En dernière analyse, c'est la création de richesse qui valide l'ensemble du système, quelle que soit sa sophistication.

S'y il y avait un prix Coluche, il faudrait l'attribuer conjointement à Christine Lagarde et à Alan Greenspan. Il fut président de la Fed, la banque de réserve fédérale américaine pendant dix-huit ans et il avait coutume de dire, après une conférence de presse, « si vous avez compris ce que j'ai voulu dire, c'est que je me suis mal exprimé ». (Il a depuis été remplacé par Ben Bernanke.) Le 23 octobre 2008, interrogé par la Chambre des représentants, il s'est dit « en état de choc ». En 2007, son dernier livre faisait la part belle à l'idéologie des marchés autorégulateurs, à la supériorité des mécanismes du marché sur la régulation étatique ou de type étatique, sans traiter des autres régulations possibles. « Ceux d'entre nous qui comptaient sur l'intérêt des établissements

4. Voir *Les Échos*, 30 octobre 2008, édition sur le net.

de crédit pour protéger les actionnaires, en particulier moi-même, sont dans un état de choc et d'incrédulité. J'ai trouvé une faille dans l'idéologie capitaliste. Je ne sais pas à quel point elle est significative ou durable, mais cela m'a plongé dans un grand désarroi.» Si ce désarroi est partagé, on voit mal comment les gouvernements pourront lutter contre ces crises qui ressortent du fonctionnement «habituel» du capitalisme. Habituel, parce que depuis la naissance du capitalisme industriel – vers le milieu du 18^e siècle – les crises ainsi que les récessions dues à la surproduction ont rythmé les cycles du capital. Pendant longtemps, les économistes américains ont même été les seuls à défendre la théorie des cycles courts, appelés Juglar⁵ en France et «*business cycles*» dans leur pays. Les États-Unis, parce qu'ils n'ont pas été détruits lors de la deuxième guerre mondiale, ont continué dans la voie de cette croissance heurtée, alors que les pays d'Europe de l'Ouest et le Japon les ont vus disparaître pendant la période dite des «trente glorieuses» (1944-1945/1974-1975)...

Un paradoxe qui s'explique par la victoire de l'idéologie libérale et à sa domination sans partage depuis les années 1980. Alan Greenspan est dans l'incapacité de se rendre compte que c'est sa foi, sa croyance, qui est atteinte, et non pas les modalités de fonctionnement du capitalisme auxquelles, si l'on en croit cette déclaration, il n'a jamais rien compris n'ayant lu ni Marx ni Keynes.

Son «état de choc» dévoile une autre dimension, dont il n'a pas forcément conscience. L'idéologie libérale est en crise profonde de légitimité – la rupture actuelle se traduit par la multiplication des «crises». Jusque-là, l'idéologie libérale était la référence unique. Désormais, elle se lézarde, se fissure tout en essayant de résister. Pascal Salin, répondant à la question du jour de *La Tribune* du 2 octobre 2008,

5. La théorie des cycles courts était autrefois enseignée dans tous les cours d'économie. Juglar a donné son nom à ces mouvements de l'économie, à cette croissance heurtée, se traduisant, jusqu'à la crise de 1929, par des récessions tous les sept ou dix ans. Lesquelles s'expliquent par la surproduction, moment où toute la production fabriquée – les marchandises – ne peut se vendre sur le marché faute d'une augmentation suffisante du marché final.

«Finance: une régulation renforcée peut-elle prévenir les crises?», déclare ainsi : «C'est l'interventionnisme de l'État et l'excès de réglementation qui sont la cause principale de la crise actuelle et non l'inverse.» Une phrase qu'il faut garder dans les annales... Dissoudre la réalité est le propre de ces idéologues. Ils montrent leur incapacité à comprendre leur monde.

Les jurés du prix Nobel d'économie – qui, en fait, n'existe pas – ne s'y sont pas trompés. Compte tenu des circonstances, ils ne pouvaient, contrairement à ce qu'ils font habituellement, honorer un économiste libéral, ils ont donc choisi Paul Krugman, un hétérodoxe. Comme à chaque crise. C'est ainsi qu'Amartya Sen avait reçu le Nobel en 1998, au moment du scandale du fonds spéculatif LTCM, faisant voler en éclat le modèle des économistes qui prétendaient avoir trouvé la martingale pour spéculer sans risque sur les marchés financiers. Un modèle qui, comme dans les casinos, devait assurer les gains. Il était impossible de perdre.

L'idéologie du «laisser faire les marchés», même encadrés par des institutions privées, a des effets. Comme le déclare aux *Échos* (29 octobre 2008) Joseph Perella, une des grandes figures de Wall Street, le gouvernement étasunien a laissé faire la faillite de Lehman Brothers, alors qu'il fallait intervenir. L'onde de choc s'est propagée partout dans le monde. Une sorte de leçon de chose économique, grandeur nature. Comme si la Maison-Blanche voulait faire une expérience. C'est réussi. Toutes les Bourses du monde ont chuté et fortement. Ainsi, le fonds de réserve pour les retraites – un fonds capitalisé⁶ – créé par Lionel Jospin avec les recettes des privatisations – une sorte de justification de cette mise en œuvre des dogmes du libéralisme économique – était géré par... Lehman Brothers. Une perte de 10% a été enregistrée immédiatement après l'annonce de la faillite. Comme d'habitude – les tribunaux vont crouler sous ce type

6. L'idée n'était pas fausse. Épargner pour financer la caisse d'allocation-vieillesse au moment où la pression démographique se fera le plus sentir en permettant au système de retraite par répartition de continuer à fonctionner. Outre son financement – une partie des privatisations –, ce fonds ne pouvait être géré que comme n'importe quel fonds de pension anglo-saxon, par l'intermédiaire d'un jeu sur les marchés financiers.

d'affaires –, des procès sont prévus mettant en accusation J. P. Morgan notamment qui a racheté à bas prix les appartements les plus rentables de la firme. Les groupes financiers – comme les groupes industriels – sont composés de plusieurs activités. En cas de faillite, il est possible de découper des morceaux qui sont considérés comme plus ou moins rentables. Les parties, les activités non rentables ont été abandonnées aux vautours. Les vautours étant une nouvelle catégorie du capitalisme de crise fondant sur des proies faciles – et pas chères – et attendant des jours meilleurs pour revendre à des prix élevés. Ils s'étaient déjà fait les ailes sur le dos de la crise de la dette des pays émergents. Ainsi, l'Argentine qui avait connu de 1998 à 2002 une crise profonde – économique, sociale, politique –, une nouvelle version d'une crise de l'endettement liée à la titrisation [► «Lexique» et «Deuxième mouvement»]. En conséquence les titres de sa dette chutent sur les marchés financiers. Elle est rachetée à bas prix. Elle sera revendue en début d'année 2007 avec un bénéfice énorme provenant des remboursements effectués par le gouvernement argentin, dont la croissance semble dopée par les augmentations des prix de matières premières. Le gouvernement brésilien a suivi, remboursant sa dette. Ils risquent de le payer cher aujourd'hui. Les capitaux spéculatifs quittent ces pays amenuisant sérieusement les réserves de change...

Fort de cette erreur – la faillite de Lehman Brothers –, l'administration Bush a nationalisé partiellement AIG, le premier assureur mondial. S'il ne l'avait pas fait, les conséquences auraient été une faillite généralisée des banques assurées, des établissements financiers, des *hedge funds* [► «Fiche 2»], et ce partout dans le monde, à commencer par les pays capitalistes développés. À partir de là, la crise échappait à tout contrôle.

Cette intervention de l'État est une rupture pratique par rapport à l'idéologie dominante qui fait obligation de sa non-intervention dans la vie économique pour laisser les marchés s'autoréguler. Cette croyance – parce qu'il s'agit bien de foi, comme celle du charbonnier – se retrouve (se retrouvait?) dans toutes les déclarations. Ainsi, dans le

numéro 10 de la *Revue de la stabilité financière*⁷, consacré aux *hedge funds*, les auteurs, après avoir argumenté sur le transfert du risque des banques vers les *hedge funds* écrivent : « Malgré l'existence d'études contradictoires, il semble qu'il existe certains domaines où la discipline de marché s'exerce d'elle-même. » Pour le dire autrement, il n'est pas besoin de réguler par l'intermédiaire de l'État.

Pourtant, et nous essaierons d'en faire la démonstration dans les pages qui suivent, l'État ne s'est pas « désengagé ». Son « désengagement » est une illusion d'optique. Les dépenses publiques sont annoncées à la baisse soi-disant pour résoudre la question du (en fait des) déficits publics. C'est un objectif accessoire, dans le sens où il sert à justifier toutes les remises en cause des acquis sociaux et il est largement idéologique. C'est lisible dans la crise actuelle, dans laquelle il est « oublié ». Le déficit augmentera. C'est inéluctable⁸. La finalité est de déstructurer les services publics pour créer, par la privatisation, de nouveaux lieux d'accumulation, de valorisation du capital. Toute la planète, depuis la chute du Mur de Berlin en novembre 1989, est sous la domination du capitalisme, même si les pays en question – à commencer par l'URSS – étaient loin du socialisme. Il a réalisé alors son élargissement géographique. Il lui faut donc désormais trouver d'autres élargissements dans la sphère qui, jusque-là, échappait à la valorisation directe : les services publics. En même temps, se glisse ici aussi l'idéologie. Celle qui prétend que le privé est plus efficace – la baisse des coûts – et plus efficace – la mesurer est plus complexe, elle fait appel à d'autres critères que les seuls critères comptables – que le public. Dans le même mouvement, l'attaque de l'État contre les solidarités collectives a pour fonction d'individualiser le salarié pour imposer ses politiques de régression sociale dans le but d'augmenter le profit de l'entreprise. Il nous faudra reprendre cette démonstration, elle est fondamentale pour

7. Paru en avril 2007. Cette revue est publiée par la Banque de France.

8. Pour la petite histoire, alors qu'il devient très profond, il n'est plus « abyssal », terme utilisé par tous les journalistes pour le qualifier. Jusqu'à la crise... Comme quoi, il ne devait pas l'être tant que ça... Et les critères du traité de Maastricht sont « suspendus » pendant la durée de la crise.

comprendre comment et pourquoi cette stratégie s'est mise en place. Malgré toutes ces attaques, les dépenses sociales restent importantes montrant la résistance des populations à ces atteintes contre leurs droits.

Avec la déréglementation, la privatisation et l'équilibre des finances publiques, les trois piliers des politiques d'inspiration libérale – qui sont conseillés par toutes les organisations internationales à commencer par le FMI –, l'État s'engage différemment, mais il est fortement présent. Le désengagement financier est celui de l'État central qui n'est plus le modèle français. Désormais, l'État, décentralisé – les collectivités locales, régions surtout, jouent un rôle de plus en plus large – et déconcentré, fait naître des règles différentes suivant les territoires.

L'idéologie libérale, la crise le dévoile, est incapable d'offrir des outils de compréhension de la société, de l'économie. Elle a, malgré ce handicap des effets, transformant notre regard sur le monde et structurant aussi bien les actions des gouvernants que les comportements individuels.

Le retour à Marx que prône le *Financial Times* (sic) – comme, il faut le souligner, à chaque crise importante – est un aveu d'impuissance théorique. Faire de Marx le « penseur du 21^e siècle », comme le traduit *Courrier international* du 7 juillet 2008, revient à montrer que les théories actuelles ne sont que des théories apologétiques du capitalisme et non pas celles permettant d'appréhender les mécanismes de l'économie. Tant que domine l'impression que l'Âge d'or est arrivé – comme dans les années 1990 avec la croyance dans l'Internet –, Marx est rejeté aux oubliettes de l'Histoire et assimilé aux crimes stalinien, tandis que la crise, ce choc brutal, révèle les contradictions et indique les limites du système. Mais c'est un Marx « débarrassé » de sa peau « critique de l'économie politique », autrement dit en rupture avec tous les penseurs qui l'ont précédé. Ses découvertes essentielles – la différenciation travail et force de travail, la valeur et le « fétichisme de la marchandise », le concept d'un mode de production capitaliste historiquement daté pouvant laisser la place à un mode de production différent – sont laissées de côté pour en faire l'analyste des limites du capitalisme et de sa flexibilité pour justement dépasser ses

limites. Tant que des acteurs conscients ne sont pas capables de renverser le système pour en construire un autre, celui-ci trouve toujours en son sein des ressources – pouvant aller jusqu'à la barbarie – pour se sortir des crises. Les deux visions cohabitent chez Marx... dont se fêtent les 190 ans de sa naissance, les 125 ans de sa mort et les 160 ans de la parution du «Manifeste du parti communiste»...

Notre but, avec ce «manuel», est plus modeste. D'abord changer notre regard⁹ qui est structuré par le libéralisme ambiant. Ce n'est pas seulement la politique économique, ce sont aussi nos comportements qui se métamorphosent sous les coups de butoir idéologiques et réels. Il s'ensuit une individualisation conduisant à faire des enjeux sociaux, collectifs, des questions personnelles, à considérer une société composée uniquement d'individus et donc non structurée en classes sociales, en groupes sociaux. Les questions sociales deviennent des problèmes à gérer par l'individu lui-même devenu responsable de règles qu'il ne peut pas maîtriser. L'angoisse sociale, provenant d'un mode de fonctionnement de la société, d'une incertitude généralisée, devient une peur individuelle transformant fondamentalement notre manière d'être au monde. Ensuite, nous voulons offrir une méthode d'analyse pour, enfin, susciter des débats permettant un nouveau saut théorique et pratique. Nous en avons tous besoin. Appeler à un «autre monde» passe aussi par ce chemin difficile.

Lectrice, lecteur, je te sollicite. Pour me contester si c'est nécessaire, pour critiquer, pour forger notre commune compréhension du monde, pour renouer avec le débat, seule manière de combattre véritablement l'hégémonie de cette idéologie tellement simplifiée qu'elle ne correspond même pas à la théorie dite néoclassique. Cette hégémonie a pourtant une conséquence. Comment savoir, devant ce vide sidéral de la pensée, si nous ne dérapons pas? Et, dans le même temps comment lutter contre toutes ces théories du complot relevant de l'absence totale de lecture du monde?

9. Voir Nicolas Bénéès, «Le libéralisme économique : une utopie réactionnaire agissante», *Raison présente*, n° 165, avril 200, dont le thème était consacré à la «Critiques du libéralisme économique».

Pour comprendre le monde et avoir une chance de le transformer, la théorie est un enjeu politique majeur. En rester aux données du libéralisme, aux mécanismes du marché, ne permet pas de faire des propositions crédibles. En prendre le contre-pied, en disant noir là où il dit blanc, revient à accepter ses données idéologiques. Il est nécessaire de sortir de sa logique portant le regard uniquement sur le fonctionnement des marchés, nous faisant prendre des vessies pour des lanternes, l'accessoire pour l'essentiel. Changer de méthode en se situant sur le terrain des règles de l'accumulation du capital, de la création de richesses, plutôt que sur celui des mécanismes du marché, même s'il faut intégrer la loi de l'offre et de la demande dans cette perspective globale. L'échange des marchandises sur le marché n'est qu'un moment du cycle du capital. La valorisation du capital, la nécessité d'augmenter le taux de profit est l'élément clé qui résume les règles de ce mode de production.

Ce « Manuel » s'ouvrira sur le « scénario » de la crise, des crises actuelles. Scénario qui a pu commencer à s'écrire en septembre 2007, comme je l'ai fait dans un article publié par la revue *Critique communiste* (n° 184, septembre 2007) que je reproduis tel quel dans ce *Manuel* pour trois raisons.

Une, pour démontrer qu'il était possible, dès le mois d'août 2007, de prévoir le déroulement de la crise, non pas en jouant les « monsieur Soleil », mais en l'intégrant dans le contexte du processus de mondialisation et des politiques d'inspiration libérales menées à partir des années 1980.

Deux, pour lutter contre toutes les recherches vaines de responsables sous la forme d'un bouc émissaire – pourquoi pas le terrorisme international ? La thèse du complot n'a pas encore servi, mais nous ne perdons rien pour attendre. Et s'il fallait une fois encore employer le terme de faillite, c'est bien pour qualifier ces politiques qu'il trouve sa pleine justification. Lorsque Nicolas Sarkozy cherche des responsables, dans son discours à l'ONU par exemple en octobre 2008, il ferait bien de regarder vers les gouvernements précédents – il en a soutenu quelques-uns – qui ont mis en œuvre, qu'ils soient de droite ou de gauche, des politiques de déstructuration des règles collectives pour en construire de plus en plus privatisées. La réglementation n'a pas dis-

paru mais elle a changé de visage. Elle laisse la part belle aux interventions risquées des traders, comme le montre l'affaire Jérôme Kerviel, en acceptant les diktats du court terme. Si ce discours avait repris ces modalités de fonctionnement passant par la dénonciation des « parachutes dorés », il aurait mis en lumière des mécanismes qui l'auraient obligé à faire des propositions révolutionnaires d'une autre économie reposant sur d'autres règles... Au lieu de ça, il a beaucoup insisté sur des responsabilités abstraites posant ainsi d'autres questions dont celle d'une théorie du complot, théorie qui se retrouvera sous des formes diverses dans le contexte de cette crise profonde.

Trois, pour combattre la « naturalisation » de la crise, considérée comme un phénomène naturel type tremblement de terre contre lequel on ne peut rien mais dont les effets doivent être limités par des mesures de premières urgences. Pour mieux l'oublier ensuite. La « naturalisation » est l'autre face des théories du complot... L'intérêt est d'éviter la référence au bilan des politiques menées, d'éviter par-là même la mise en accusation évidente des politiques libérales responsables au premier chef de la profondeur de la crise, responsables aussi de la non-définition d'une sortie de crise. S'explique ainsi l'insistance de Nicolas Sarkozy sur le « pragmatisme »...

Je montrai dans cet article qu'il était possible, à condition de sortir de cette idéologie libérale, de comprendre la crise, ses formes et d'en tracer et les contours et les développements probables. Le scénario de la crise économique s'écrivait dans la crise financière elle-même ! Faute d'intervention à son début, les enchaînements prévus se sont déroulés. Margaret Thatcher était intervenue, malgré son dogmatisme, au début de la crise de 1987 en venant au secours des intermédiaires financiers menacés de faillite en leur débloquent des sommes, qui non seulement couvraient leurs pertes, mais incluaient le bénéfice espéré. Elle avait, à l'époque, bloqué ainsi les enchaînements récessionnistes. Les courtiers en faillite provoquaient celle des banques, via leur endettement qui à leur tour entraînait celle des entreprises... De ce fait, la voie s'était ouverte à la reprise économique, les profits s'orientant vers les investissements productifs, la

sphère financière ayant fait la démonstration de sa nocivité, de sa dangerosité. Si les gouvernements l'avaient fait, en août 2007 au lieu de laisser faire les banques centrales, la configuration de la crise en aurait été changée. Ils sont obligés désormais à une intervention qui durera.

Le scénario n'a pas encore de conclusion. La crise est profonde. En ce sens, elle ressemble à celle de 1929, même si ses différences, son originalité sont patentes ne serait-ce que dans sa dimension immédiatement internationale. Rappelons que, dans un premier temps, le FMI et l'OCDE avaient tablé sur une récession touchant essentiellement les États-Unis mais que le relais de la croissance mondiale serait pris par les pays dits « émergents », la Chine en particulier. L'impossibilité de ce passage de témoin provient de l'interpénétration des économies liée au processus de mondialisation. La Chine exporte massivement vers les États-Unis – récemment la faillite d'un fabricant de jouets chinois est venue montrer la réalité de cette interpénétration ; la faillite provenant de la baisse de la consommation des ménages étasuniens, comme les licenciements massifs dans les régions industrialisées – et place ses capitaux en dollars aux États-Unis. La récession américaine ne pouvait avoir que des effets sur l'économie chinoise à la recherche d'un marché final pouvant procurer les débouchés dont son industrie a besoin. On peut faire l'hypothèse que, dans cette crise, si elle parvient à la surmonter, la Chine pourrait accéder au statut de puissance économique, et, peut-être de pays développé. Rien n'est acquis. L'autre possibilité, comme pour la Corée du Sud en 1998, est de régresser et d'avoir une croissance de plus en plus dépendante et du marché mondial et des capitaux spéculatifs.

Le deuxième temps de ce livre portera sur le processus de mondialisation lui-même pour conclure sur les fondements de la crise, un régime d'accumulation (ou ordre productif) bien spécifique se mettant en place avec l'internationalisation des marchés financiers et la déréglementation décidée par les États.

Enfin, le troisième temps sera celui des perspectives. Les développements prévisibles des crises et les propositions pour en sortir.

Définition du concept de crise

Ce concept est souvent mal compris. Il est entendu comme synonyme de faillite, sens que nous lui donnons aussi dans ce manuel. Dans les débats anciens, il a eu aussi une connotation «catastrophiste», de crise finale. La conséquence sans doute de la crise de 1929. Elle a été, à juste raison, abandonnée. Or, le fonctionnement même du capitalisme, de ce mode de production, se traduit par des moments brutaux de rupture, des récessions – soit une «croissance négative» – se traduisant par un mouvement de restructuration pour supprimer les «branches mortes» ou les «canards boiteux» comme le disaient Mitterrand et Barre respectivement. Des moments où le capitalisme se métamorphose, revoit les conditions de la production pour permettre la croissance passant par celle de la productivité – le temps de travail nécessaire pour produire un bien ou un service – et la hausse de la profitabilité (taux de profit). Le concept de crise suppose cette deuxième dimension, celle de la mutation. Rupture et mutation vont de conserve diluant un peu cette notion, il faut bien le reconnaître. La rupture, c'est la reconnaissance des limites du Capital en un laps de temps donné ; la mutation, c'est la construction de nouvelles limites...

Une troisième dimension est quelques fois associée au terme de crise. L'entrée dans une période longue à tendance récessive. La phase B du Kondratieff, ou plus exactement une onde longue à tendance récessive. Parmi les économistes qui ont travaillé sur les «cycles» longs du capitalisme, Joseph Schumpeter occupe une place particulière. Il a mis en évidence des périodes du capitalisme, de 50 ans environ, partagée en deux, une phase à tendance expansionniste dite «phase A» et une phase à tendance récessionniste dite «phase B». Il a donné le nom de Kondratieff à ces cycles¹.

1. Pour la petite histoire économique, il faut dire que Nicolaï Dimitrievitch Kondratieff était plutôt un spécialiste de l'étude des cycles courts. Voir le recueil de ses textes, Nicolaï Dimitrievitch Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, Économica, 1992. Il a terminé sa vie dans les camps de concentration staliniens. On ne connaît pas la date exacte de sa mort.

Ainsi, on dira que les années 1974-1975 ouvrent une période de crise dans ce sens-là. Nous préférons parler d'«onde longue», c'est plus juste. Le terme de «cycle» inclut une idée de mécanique. C'est le cas pour les cycles courts, cette succession d'expansion et de récession comme le capitalisme en a connu jusque la crise de 1929 et les seuls États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'en 1974-1975. Mais les périodes longues du capitalisme ne peuvent répondre à un enchaînement aussi mécanique. Le retour d'une période longue de croissance n'est pas un long fleuve tranquille, il suppose des affrontements de classe, des données sociales et pas seulement des règles économiques. «Onde» suppose une vision plus diffuse, en terme de direction, de tendance générale que «cycle». Pour l'ouverture d'une phase B, on parlera aussi de «grande crise» pour la distinguer des crises liées aux cycles courts.

Ces trois définitions peuvent ouvrir la voie à une quatrième. Une institution en crise, c'est aussi une institution qui continue d'exister mais avec des limites. Ainsi l'État-nation est en crise, il subsiste mais il s'inscrit dans un contexte qui le conteste. [► «Deuxième mouvement»]

D'où vient l'argent? Qui va payer?

Ce sont les deux questions qui reviennent le plus souvent. Il est vrai que les sommes en jeu donnent le tournis, et, pourtant, elles ne seront pas suffisantes :

- 1 190 milliards de dollars pour le plan Paulson aux États-Unis ; s'additionnent le plan voté difficilement par le Congrès et les sommes débloquées précédemment, en particulier pour sauver AIG, le premier assureur mondial, de la faillite ; et personne ne sait où s'arrêtera cette ponction. Ainsi, 10 % du PIB, indicateur de la création de richesses, ont été injectés dans le plan de sauvetage.

- 360 milliards d'euros en France, soit 20 % du PIB et des montants similaires dans tous les pays développés pour «sauver» le système bancaire et financier.

D'où vient cet argent alors que, selon François Fillon, les «caisses étaient vides» et qu'il fallait diminuer les dépenses pour respecter les critères du pacte de stabilité fixant à

2010 l'objectif de parvenir à l'équilibre des budgets? (Le gouvernement français a déclaré, début novembre 2008, que cette échéance était repoussée.)

Il faut préciser que ces sommes ne seront pas, du moins les gouvernements l'espèrent, débloquées d'un seul coup. Le gouvernement français a recapitalisé les banques en octobre 2008 à hauteur de plus de 10 milliards d'euros et devrait continuer à alimenter les banques si la crise s'accroît. Dans le même temps, les gouvernements poussent aux restructurations rapides du secteur pour faire naître un nouveau paysage financier et bancaire. Mais – et nous reviendrons sur ce «mais» –, ils se refusent à véritablement nationaliser les banques. Paradoxalement, ce sont les gouvernements américains et britanniques qui ont été les plus loin dans ces nationalisations partielles, pour sauver de la faillite banques et assurances. Sans s'en servir pour conduire une autre politique. Les banques restent des banques.

Le gouvernement français a émis des «titres-dettes» pour éviter d'entrer dans le capital des banques... Pour répondre à la crise de la titrisation, une nouvelle titrisation. Il a créé deux nouvelles agences publiques pour gérer la crise mais qui ont le statut de société : la Société de prise de participation de l'État pour aider à la recapitalisation des banques, autrement dit leur prêter – l'idée est de faire du bénéfice – à moyen ou long terme pour qu'elle puisse augmenter leurs fonds propres ; et la Société de refinancement dont le capital est détenu à 66% par les banques, pour permettre aux banques d'avoir les liquidités à court terme dont elles ont besoin pour éviter la faillite faute de confiance entre elles permettant le jeu de la compensation au jour le jour. L'État est l'assureur suprême. La dette de la France trouve à se placer sans problème. Surtout en ces périodes de crise financière. Le financement par l'emprunt est une forme de création monétaire, la dette revenant pour des établissements financiers ou les marchés financiers à émettre des signes monétaires sans création de richesses, gagée sur la création de richesses futures. Dans ce sens, l'emprunt ou la «planche à billets» ne change rien par rapport au fonctionnement global de l'économie. La montée de l'endettement de l'État est possible, à condition de financer le

service de la dette en mettant en place une vaste réforme fiscale incluant les collectivités territoriales pour éviter que les foyers fiscaux les plus riches n'échappent à l'impôt sur le revenu. Il faudrait revenir immédiatement sur le « bouclier fiscal » de 17 milliards d'euros pour s'orienter vers un « bouclier social » qui, en protégeant les salariés, permettrait de lutter contre le chômage et de combattre la crise.

Si nécessaire, la banque centrale pourra débloquer des lignes de crédit permettant de faire face aux échéances. Ces banques centrales le font déjà pour toutes les banques en leur ouvrant des autorisations de crédit pour éviter la faillite.

L'augmentation des signes monétaires, la création monétaire est possible, à condition qu'elle soit validée par la création de richesses future.

Qui va payer ? La question est mal posée. Qui paie ? serait une question plus juste. Tous les plans sociaux l'indiquent à l'évidence, ce sont les salariés. La crise se traduit par des restructurations et donc par des suppressions d'emplois et des licenciements, ainsi que par une déstructuration des droits des salariés. Lorsque le président de la République propose (29 octobre 2008) d'augmenter le nombre d'emplois aidés² et d'accorder aux PME – qui sont souvent des entreprises sous-traitantes – des allègements de charges pour embaucher des CDD et de faire travailler les salariés le dimanche (« travailler plus »), il entend remettre en cause le droit du travail et poursuivre dans la voie de l'intensification du travail et de la baisse de son coût.

Chronologie de la crise

L'intérêt d'une recherche après coup des développements d'une crise, c'est qu'il est possible de la faire remonter où l'on veut. Plusieurs chronologies existent. Toutes sont fausses. Les bonnes questions ne sont pas posées.

Première question : pourquoi la crise arrive-t-elle si tard ? Tous les ingrédients existaient. Le premier d'entre eux

2. Le nombre d'emplois aidé passera ainsi de 200 000 à 300 000. Rappelons que leur nombre était de 500 000 lorsque Lionel Jospin était Premier ministre.

porte sur la diminution du coût du travail, la baisse programmée et mise en œuvre de la masse salariale totale exerçant une pression tendancielle à la baisse du marché final. De ce fait, le crédit ne pouvait que progresser pour permettre aux ménages de continuer à consommer et ainsi tirer la croissance. Cette situation ne pouvait pas durer.

L'endettement des ménages américains notamment nourrissait la croissance intérieure des États-Unis, tout en servant de locomotive à celle du reste du monde. Les Cassandre se multipliaient. La crise ne pouvait que se produire.

Cet endettement généralisé explique les *subprimes*, les prêts immobiliers aux ménages «à la limite de la solvabilité» – pour citer *Les Échos* du 22 septembre 2008 – voulant accéder à la propriété. Ils ont pris au pied de la lettre les déclarations de W. Bush, relayés par Nicolas Sarkozy, d'une nation de propriétaires et ont eu recours au crédit faute d'augmentation de leurs salaires.

À partir du moment où l'on considère que les *subprimes* sont le facteur le plus important de la crise – en fait ils servent de déclencheur à une prise de conscience généralisée d'une croissance exponentielle de la sphère financière devenue trop éloignée de l'augmentation des profits –, il faut faire remonter ses débuts, comme le font *Les Échos (ibid.)*³ au 8 février 2007. Bien sûr, il y eut des signes avant-coureurs, dès 2005, mais on sait bien que les prémices ne le deviennent qu'une fois la crise arrivée... Ce jour-là, HSBC, banque à la réputation impeccable, annonce un «*profit warning*», un avertissement de baisse des profits liée à des provisions plus importantes que prévues pour créances douteuses provenant des crédits hypothécaires souscrits par des ménages américains à faible solvabilité. C'est la chute du titre. Conséquences : l'expulsion des ménages américains surendettés, 1 450 000 pour l'année 2007 ; un stock de 2,5 millions maisons non vendues, soit l'équivalent de deux années de construction. Les effets en chaîne étaient prévisibles : faillites dans le secteur de la construction, baisse des capacités de consom-

3. Dossier surtitré «Comment la crise du crédit immobilier a dégénéré en séisme mondial» et titré «Le roman noir du "subprime"».

mation des ménages... Pourtant les établissements financiers faisaient confiance à leur innovation financière, les fameux SIV, Structured Investment Vehicles, les véhicules d'investissements structurés permettant de faire supporter le risque par des spéculateurs... Ces instruments financiers [► «Premier mouvement» et «Fiche 2»] mélangeaient des titres à risques à d'autres moins risqués et d'autres encore à risque zéro. Les banquiers pensaient avoir trouvé, à leur tour, la martingale. En fait, ils ont diffusé le risque et ce au niveau international.

Le 18 juillet 2007, deux premières victimes : les deux *hedge funds* de Bear Stearns qui ont placé leurs capitaux dans les SIV qui, justement, chutent en lien avec les défaillances des ménages américains. Huit mois plus tard, la banque elle-même sera mise en faillite. À ce moment-là, le président de la Fed, Ben Bernanke reprend 30 milliards d'actifs pourris («*junk*») et la fait racheter par J. P. Morgan pour une somme ridicule. Depuis, en novembre 2008, l'encore secrétaire d'État au Trésor, Henry Paulson, annonce que le gouvernement veut entrer dans le capital des banques et ne veut plus racheter les titres pourris.

Les 9 et 10 août, c'est la crise généralisée sur tous les marchés financiers et dans le monde entier, à commencer par les pays développés. Prise de conscience que les *sub-primes* ne sont pas seulement un problème américain mais mondial. C'est le moment où les banques centrales interviennent massivement, pour éviter les faillites bancaires – les taux interbancaires atteignent des sommets – et gagner du temps. Au total, chiffre astronomique mais sans doute insuffisant au regard des problèmes posés, 300 milliards de dollars venant des banques centrales permettront d'éviter la faillite immédiate des établissements financiers, sans régler pour autant la question clé de la solvabilité.

13 septembre 2007, faillite et nationalisation de la Northern Rock, une banque britannique, cinquième prêteur immobilier, pourtant pas une aventurière. Ce n'est donc pas la défaillance des acteurs comme on l'a dit à ce moment-là qui explique la crise.

29 octobre 2007, démission du PDG de Merrill Lynch, troisième banque de Wall Street, qui annonce un déficit de

2,24 milliards de dollars. Le 15 septembre 2008, Merrill Lynch sera rachetée par la Bank of America pour 50 milliards de dollars. Fin d'un géant. La restructuration du secteur financier se fait à marche forcée.

18 janvier 2008, après les baisses de taux successives et rapides décidées par la Fed – pour arriver fin octobre 2008 à un taux historiquement très bas de 1% – favorisant le refinancement des banques qui continuent de prêter à des taux élevés, l'administration Bush décide d'un plan de relance de 150 milliards de dollars pour lutter contre la récession. Inefficace, insuffisant et ne permettant pas de combattre la baisse du niveau de vie des ménages.

24 janvier 2008, l'affaire Kerviel, jeune courtier accusé d'avoir détourné 4,9 milliards d'euros à la Société Générale. En fait, il a spéculé comme tous les traders. Le scandale n'apparaît que dans les situations de crise. Et des scandales, il y en aura d'autres, et des procès aussi. Daniel Bouton reste pourtant président de la banque...

7 septembre 2008, faillites et nationalisations de Fanny Mae et Freddie Mac, deux sociétés privées réalisant des missions de service public de financement de l'immobilier qui a des capitaux chinois. L'opération coûte 200 milliards de dollars! Ces deux sociétés garantissent 5400 milliards de dollars de crédits hypothécaires, 45% du total de ces crédits aux États-Unis, l'équivalent du tiers du PIB.

15 septembre 2008, faillite de Lehman Brothers, prise de conscience par les élites que la crise est profonde.

17 septembre 2008, panique généralisée sur les places financières...

Il n'est plus question désormais de nier la crise mais de trouver des solutions. Les plans se succèdent pour éviter la faillite des banques et des établissements financiers. L'industrie – à commencer par l'automobile et le BTP – touchée par la récession en appelle à l'État...

La dépression – profonde – menace. Si aucun plan de relance n'est décidé, si les sommets prévus ne donnent rien, ce qui est vraisemblable, elle risque de durer. Et plus longtemps en Europe, parce que l'Union européenne n'existe pas et les États-Unis sont capables de répondre rapidement aux aléas de cette crise. Pourtant la crise éco-

nomique touche l'ex fleuron de l'industrie américaine, General Motors, longtemps la première firme mondiale, contrainte de demander l'aide de l'État pour éviter la faillite. Un révélateur, l'industrie automobile mondiale connaît la crise la plus forte de son histoire. Que pourra faire le nouveau président élu, Barack Obama sur qui reposent tant d'espoirs ?

Relance, vous avez dit relance ?

Les mots perdent de leur sens dans la communication. Le marketing remplace l'analyse. C'est le cas pour la «relance». Les plans d'aide aux banques deviennent des plans de relance comme les baisses de charges sociales des entreprises... Au point que *Libération* y voit le «retour de Keynes».

Mais la relance keynésienne avait un autre contenu. Elle découlait de la nécessité, dans le contexte de la crise de 1929 – le krach, la dépression des années 1930 –, de lutter contre la surproduction en augmentant le marché final via les dépenses de l'État et la mise en œuvre d'une politique sociale pour intégrer les salariés et combattre, disait Keynes, le risque de révolution prégnant dans ces années 1930. Keynes propose ainsi, pour la survie du capitalisme, une politique qui révolutionne tout le credo économique de l'époque. Il trouvera sa source dans Marx dont il est un grand lecteur. John K. Galbraith racontera dans *Voyage dans le temps économique* (Seuil, 1995) la place des théories keynésiennes dans la mise en œuvre du New Deal, la politique de relance mis en œuvre aux États-Unis par Franklin D. Roosevelt à partir de 1934, passant par l'aide aux chômeurs, une politique de grands travaux et surtout la compréhension de l'augmentation des dépenses publiques sans se focaliser sur l'existence d'un déficit public. Cette politique jette à la fois les bases d'une possible sortie de crise et de la définition d'une nouvelle forme de l'État, le *Welfare State*, l'État du bien-être, appelée en français curieusement «État-providence», une forme résultante de cette politique sociale qui s'est poursuivie pendant toute la période dite des «trente glorieuses».

Le retournement de 1974-1975 n'est pas tout de suite compris comme tel. Ce qui explique, qu'en 1975, Jacques Chirac, alors Premier ministre, fasse une politique de relance pour répondre à la crise de surproduction. Un remède classique. Comme François Mitterrand, dans une moindre mesure, en 1981, permettant de lutter contre la récession. [► «Deuxième mouvement»].

Les politiques mises en œuvre aux États-Unis, comme en France et dans tous les autres pays capitalistes développés, n'ont aucun contenu de relance. La nationalisation du crédit n'est pas à l'ordre du jour, pas plus que l'augmentation des dépenses publiques ou la remise en cause du «bouclier fiscal» permettant aux ménages les plus riches d'échapper à l'impôt. Plus encore, la réduction des inégalités n'est pas non plus à l'ordre du jour...

Où est passée la relance? On la cherche...